

20, 21 et 22 avril
Rencontre des membres du
Réseau de Justice sociale SSA

Étaient présentes à cette rencontre :



S. Denise Leroux, (Prov. N.-D. du P.-S., Haïti)
S. Alberte Madore (Prov. Esther-Blondin) et
S. Denise Breault, (Prov. Esther-Blondin)



S. Madeleine Lanoue (Adm. gén.),
S. Denise Caron (Bureau de Justice Sociale),
S. Sheila Moss (Prov. Saint Joseph),
S. Marie Zarowny (Bureau de Justice sociale)



S. Carol Proietti
(Prov. Saint Marie)



Diane Boudreault
(Bureau de Justice sociale)

S. Céline Dupuis, (adm. gén.) n'a pu joindre le groupe à cause d'un retard de l'avion qui la ramenait d'Afrique, via Paris.

Et pour mettre tout ce beau monde au même diapason, le talent de trois interprètes est mis à contribution. Se reléguant tour à tour, ils joignent le groupe pour la fin de semaine et permettent ainsi, aux unes et aux autres, de se bien comprendre.



Alionka Skup



Michel Côté, o.p.



Isabelle Martiliani

Un court mot de bienvenue de S. Denise Caron, coordonnatrice du Bureau de Justice sociale, ouvre la session. Puis, les nouveaux visages prennent un nom: S. Denise Leroux représente à nouveau la province Notre-Dame du Perpétuel-Secours (Haïti), alors que S. Sheila Moss, dans l'impossibilité de joindre le groupe en 2006, reprend, après quelques années d'absence, son rôle comme représentante de la province Saint Joseph.

Et commence la ronde du partage des activités vécues dans chaque province dans le cadre des deux thèmes privilégiés par le Réseau pour 2006-2007: *la traite des êtres humains et l'eau.*

La traite des femmes et des enfants



Prov. N.-D. du Perpétuel-Secours

- Sensibilisation et formation : Si le sujet de la traite des êtres humains n'a pas été étudié de façon spécifique, les « enlèvements » de femmes et d'enfants, qui se produisent presque quotidiennement en Haïti, rappellent cette réalité qui s'éclipse dans le contexte fort difficile que vit le pays. On y parle de viols, de prostitution et d'enfants vendus pour le travail domestique à l'intérieur du pays ou en République dominicaine. Sensibilisation et formation demeurent les activités privilégiées pour la province.



qui a parlé sur les relations du ministère avec les enfants victimes du traite ; enfin, une déléguée du personnel de la Société anonyme des aides familiales, qui travaille avec des femmes trafiquées, a donné des exemples de situations concrètes de traite. Un livret sur le Trafic Humain est actuellement disponible et est offert gratuitement par l'entremise de cette agence.

- Ateliers animés par Marie Zarowny : Marie Zarowny a donné un certain nombre d'ateliers sur le thème, y incluant ses expériences en Haïti et aux Nations Unies. Victor Malarek, auteur et journaliste de Toronto, s'est joint à Marie comme personne ressource pour animer un de ces ateliers.

Province Saint Joseph

- Pièce de théâtre : Excellente promotion de « Perdues dans le trafic », une œuvre théâtrale créée par le Théâtre Parminou et applaudie par beaucoup de soeurs. Cette activité a été rendue possible grâce à l'aide financière apportée par la province.



- Ateliers : L'École des Avocats pour le Peuple a offert, en régions, des ateliers sur le traite auxquels ont assisté un grand nombre de religieuses. Les sessions incluaient plusieurs présentations dont une, par un officier de la Gendarmerie royale sur le rôle de la police en lien avec cet acte criminel; une autre, par un membre du personnel du Ministère des Enfants et du Développement de la Famille

Province Esther-Blondin

- Formation : participation de membres du comité de justice sociale à la première nord-américaine du film *Les clients* de Hubert Dubois et d'Elsa Brunet. La projection a été suivie d'un panel composé de

Rose Dufour : anthropologue, intervenante, auteure de la première enquête sur les clients au Québec, etc...,

Aurélie Lebrun : sociologue, professeure à l'université Saint-Paul (Ottawa),

Claudine Legardinier, auteure du livre « Les trafics du sexe » et,

Maria Mourani, criminologue, députée du Bloc québécois dans Ahuntsic, auteure de « La face cachée des gang de rues ».

- **Actions : AVIS DE RECHERCHE**

Dans le cadre des élections provinciales au Québec, quelques sœurs osent poser des questions aux candidats des circonscriptions de La-chenne et de Gouin. Elles leur demandent s'ils prévoient s'opposer à une éventuelle loi fédérale sur la légalisation de la prostitution, et comment ils s'engageront à enrayer la pauvreté, une des causes de la prostitution et de la traite des femmes.



- **Prière** : Du 30 septembre au 1er octobre, nous nous unissons, entre autres, à la *célébration de prière internationale* contre la traite des femmes.

- **Sous-comité de CATHII** : participation de membres du comité de justice de la province aux rencontres du sous-comité du lobbying.

- **Information et documentation** : Différents moyens - journal de la province, courriels, tableau, rencontres des animatrices - sont utilisés pour transmettre l'information aux sœurs.

Province Saint Marie

- **Rencontre sur l'immigration** : Reconnaissant que la traite des êtres humains est étroitement liée aux problèmes engendrés par l'immigration et les ateliers de misère, le comité de Justice sociale a organisé, l'automne dernier, une Journée sur l'immigration. Les deux intervenantes étaient Tess Browne, SCN, et Marie Prefontaine, SND de Namur. Tess, qui travaille comme adjointe sur des projets spéciaux à l'École de la Divinité Épiscopale de Cambridge, MA, est elle-même une immigrée. Elle est intervenue au nom des immigrants pour décrire les tragédies humaines reliées à l'immigration. Quant à Marie, avocate spécialisée en immigration, elle a travaillé avec des personnes immigrantes, des réfugié-es et des populations migratoires. Son « petit cours » sur la loi et la politique de l'immigration aux É.-U., a été fort profitable.

- **Sommet œcuménique pour la justice des immigrant-es** : En mars 2007, les Sœurs de Sainte-Anne de la province ont appuyé le Sommet œcuménique pour la justice des immigrant-es, tenu au Parlement de Boston, le 12 avril dernier. Sœur Carol Proietti a participé à cette rencontre au cours de laquelle on a fait ressortir les nombreuses difficultés auxquelles doivent faire face les immigrants. Parmi ces difficultés, on a signalé le trafic et les conditions inhumaines des ateliers de la misère.

- Le Bulletin de la province, *Friday Afternoon*, continue de publier des articles sur la Traite. Il fournit également des adresses de sites WEB et de publications qui informent sur le sujet, dont le Stop Trafficking Newsletter, un bulletin électronique mensuel édité par S. Jean Schafer SDS (des Sœurs du Divin Sauveur). Cette congrégation est engagée dans un projet de conscientisation contre la traite.

- **Projet de prise de position collective** : Les membres du Comité de justice sociale réalisent que la Traite est un phénomène global dont les victimes sont exploitées sexuellement, forcées de travailler et de se soumettre aux abus. Elles savent maintenant que l'immigration et les ateliers clandestins sont en lien direct avec la Traite des êtres humains. C'est pourquoi elles ont mis en marche un processus qui devrait amener la province à une prise de position collective contre la Traite des êtres humains.

- **Loi sur la Traite humaine** : Sœur Carol Proietti a fait une recherche pour savoir s'il existe, aux États-Unis, une loi fédérale sur la Traite des être humains. Oui, cette loi existe.

UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Les SSA, là où elles ont les pieds, ont trouvé des façons différentes de lutter contre la traite des femmes et des enfants.





Le thème de l'eau n'a pas été négligé...
Regardons-y de plus près.

Province Esther-Blondin

- Atelier les 9 et 11 novembre 2006 : À partir d'une méthodologie participative, S. Denise Caron et Mme Diane Boudreault, du Bureau de Justice sociale, ont présenté à une centaine de participantes, une réflexion sur :

- * la richesse de l'eau ;
- * les dangers qui la menacent, et
- * les moyens de la conserver pour les générations à venir.

Tous les graffitis utilisés lors de cet atelier ont été envoyés à toutes les communautés locales de même que des documents de Développement et Paix, affiches et dossiers.

- L'information circule: À ne pas manquer! Les reportages à la T.V. ; les fiches de prière; les réflexions, les quizz et les prières des minicartes, la Charte de l'eau élaborée par des jeunes, etc.
- Plusieurs sœurs répondent à l'invitation de faire **parler des gouttes d'eau** dans *Horizon*, le bulletin de la province.
- Le 22 de chaque mois, des sœurs portent le collier dont le médaillon affiche une louange à l'eau, et créent des visuels qui évoquent ce thème.

Prov. N.-D. du Perpétuel-Secours

En Haïti, l'eau est si rare qu'elle mérite son nom : l'**or bleu**. Les sœurs deviennent de plus en plus conscientes que le commerce de l'eau connaît un essor de jour en jour plus florissant. Les sachets d'eau fraîche sont vendus sur toutes les rues ; les camions citernes pompent l'eau des nappes presque sans contrôle; au lieu d'aller à l'école, des jeunes filles, venues de la campagne, transportent des seaux d'eau sur leur tête pour aller la vendre en ville.



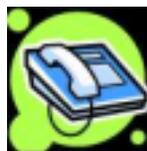
Province Saint Marie

- Unissant leurs efforts à ceux de « Corporate Accountability International» (Responsabilité internationale des entreprises), située à Boston, des sœurs et des associé-es ont envoyé des cartes postales à Coca Cola et à PepsiCo. pour leur demander d'arrêter la promotion fallacieuse de certaines marques d'eau embouteillée, comme Dasani (Coca-Cola) et Aquafina (PepsiCo). En réalité, toutes les deux utilisent de l'eau du robinet, ce qui contribue à épuiser les réservoirs d'eau des municipalités, sans compter que cette eau a parfois été contaminée. Les deux entreprises ont dépensé des millions pour payer des lobbyistes dans le but de faire échouer
 - * des projets de lois sur l'eau, et
 - * l'élaboration d'une loi qui réclamerait un contenant davantage recyclable.



Une autre carte postale, adressée cette fois à Nestlé USA Inc., demande toujours l'arrêt de la promotion trompeuse des bouteilles d'eau de marque Poland Spring, Ice Mountain et Nestle Pure Life. L'entreprise fait face actuellement à une série de poursuites judiciaires à cause de cette fausse publicité. Elle est également poursuivie pour diminuer le débit des sources d'eau, à cause de la trop grande quantité qu'elle y soutire.

- Des sœurs ont aussi participé à une journée nationale d'actions concrètes pour placer des appels téléphoniques chez Nestle Waters USA, le jour même de l'assemblée des actionnaires, soit le 19 avril 2007.



Province Saint Joseph

- Le 22 mars, journée mondiale de l'eau, S. Sheila Moss s'implique avec d'autres dans un rencontre éducationnelle organisée par Kairos Kelowna et UBCO. Expositions, vidéos et présentations ont pour but d'identifier, en lien avec l'eau, les défis auxquels le monde est confronté.
- Queenswood Centre prend l'engagement de ne pas acheter d'eau embouteillée et de fournir suffisamment d'eau pure à tous les groupes qui utilisent le Centre. Il a déjà acheté des bouteilles spéciales pour les distribuer aux sœurs qui participeront au Forum; mais, par la suite, les sœurs devront remplir d'eau courante ces bouteilles.
- Une lettre de réclamations contre le gaspillage d'eau dans les douches, a été envoyée au Maire de la Ville et à la Direction du centre récréatif à l'usage du public.



Il apparaît clairement que les activités liées à la justice sociale sont bien enracinées chez les SSA. En effet, dans ces quelques pages, on mentionne uniquement les activités réalisées dans le cadre des thèmes privilégiés par le Réseau pour 2006-2007. Alors, tirez-en vous-mêmes les conclusions...

L'avant-midi suivant, les membres du Réseau ouvrent leur cercle pour accueillir des invitées. Des SSA, des sœurs et des associées SNJM et une sœur de la Providence joignent le groupe pour une rencontre de formation et d'information sur UNANIMA International.



Lise Gagnon, snjm
Judith Desmarais, sp



Denise Leroux, ssa
Lorraine LaMarre, ssa
Claudette Bastien, snjm

UNANIMA International



Sœur Catherine Ferguson, snjm, directrice générale de UI, anime cet avant-midi de ressource-ment. Nous la voyons ici en

compagnie de S. Marie Zarowny, à gauche, et de Michel Côté, op, interprète, à droite,

La démarche entière se fait à l'intérieur d'un cadre de prière, d'un cheminement vers la justice. Dans un premier temps, Catherine nous entretient sur la genèse de UI, un rêve devenu réalité: celui de permettre, aux communautés religieuses, d'avoir une voix à une instance internationale. Cette information permet de saisir les objectifs, les activités et les défis d'UI. Pour illustrer les opportunités offertes aux membres d'UI, Catherine donne la parole à Marie Zarowny, qui nous partage l'expérience vécue avec Roodnir Joseph et Renise Alce, d'Haïti (voir *Justice en bref* d'avril dernier) et souligne les espoirs que la session à l'ONU, et les événements parallèles qu'elles y ont vécus, ont suscité chez ces deux femmes. Il a naturellement été question de la campagne anti-demande qui devrait s'orchestrer en septembre prochain. Les membres du réseau ont bien l'intention de s'y impliquer! Dès la parution des outils préparés par UI, elles verront comment adapter ce dossier à l'engagement des SSA contre la traite des femmes.

Au terme de cette demi-journée, une logique s'impose : l'importance de demeurer dans les rangs d'une telle organisation pour donner plus d'impact à notre action.



Vera de Sousa, assoc. snjm.
Julie Tétreault, assoc. snjm



Marie Zarowny, ssa
Catherine Ferguson, snjm, UI
Carol Proietti, ssa

Le samedi après-midi est consacré, en grande partie, à l'évaluation du Bureau et du Réseau de Justice sociale. Points forts et points faibles s'entrecroisent pour alimenter une banque de suggestions. Puis, les regards se tournent vers l'avenir. Considérant l'énergie investie par la Congrégation en justice sociale depuis le Chapitre 1992, tout autant que la créativité des SSA à actualiser cet engagement dans le contexte propre à chaque milieu, les participantes se demandent comment le Chapitre général 2008 affermira davantage ce volet de la mission de la Congrégation. L'avenir le dira... Finalement, les participantes tentent d'imaginer une structure qui permettrait de répondre à leurs attentes en ce qui concerne le Bureau et le Réseau. Compte tenu que le temps file et que surgissent plusieurs pistes et questions, il est décidé de créer un comité qui poursuivra cette recherche. Il est composé de S. Sheila Moss (prov. Saint Joseph), de Denise Breault (prov. Esther-Blondin) et des permanentes du Bureau, Denise Caron et Diane Boudreault. À suivre...

De courts temps d'arrêt, pour la célébration eucharistique en paroisse, puis pour le souper, nous conduisent à une soirée d'information sur Haïti. Des SSA rejoignent le groupe pour entendre S. Marie Zarowny analyser la situation d'Haïti et nous partager son émerveillement devant les beautés naturelles du pays.



S. Marie Zarowny

S. Carol Proietti
S. Doris Gagnon

Une soirée grandement appréciée malgré la fatigue accumulée de la journée

Chut !

Chut !

Chut !

Elles vont dormir...

Et les membres du Réseau se retrouveront dimanche, pour un avant-midi de travail avant le retour à la maison.

Donc, après une bonne nuit de sommeil et un court moment de réflexion, les membres du Réseau se remettent à la tâche.

À l'ordre du jour, la planification! Sans hésitation, il est décidé que le thème de la *Traite des femmes* sera abordé sous l'aspect de l'anti demande. Les membres préfèrent attendre que la trousse d'outils d'UNANIMA International soit terminée pour préciser comment elles aborderont ce thème dans les différentes provinces SSA. Quant au second thème, il est laissé à la discrétion de chaque province.

2007 - 2008

Traite des femmes : anti demande

Autre thème : à la discrétion des provinces

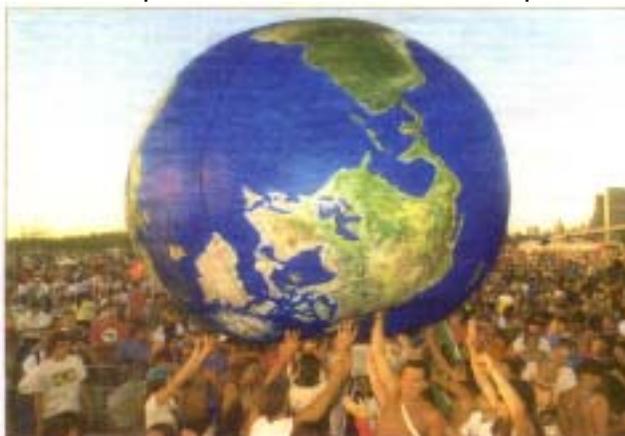
Environnement ???

Pauvreté ???

Mines canadiennes ???

Autre ???

Comme chaque année, la rencontre du réseau se termine par un rituel d'envoi. Le 22 avril: journée mondiale consacrée à la Terre. La célébration a prévu de lui laisser toute la place.



La terre continuera-t-elle sans nous?

Les participantes, invitées d'abord à venir toucher un globe terrestre, précisent intérieurement le geste concret qu'elles s'engagent à poser afin que survive la terre. Un dernier chant rappelle que vivre la justice, c'est s'engager à ce qu'il y ait plus de vie, tant pour les être humains que pour toute la création.

Le rituel terminé, ce n'est qu'un «AU REVOIR»!

COMITÉ DES FINANCES

Chez les SSA, la justice sociale s'exerce dans tous les domaines. À preuve, l'ordre du jour du comité des finances de la Congrégation qui, à la rencontre de juin, comporte toujours un temps alloué aux « Investissements responsables et/ou Investissements liés à la mission ». Les autorités de la Congrégation savent bien que, s'il est important de faire fructifier les sous pour assurer le bien-être des membres et pour continuer la mission, elles croient aussi que les bons rendements ne doivent jamais être faits au détriment du respect des droits humains et de l'environnement. Dans toutes les provinces, on investit de l'argent pour venir en aide à ceux et celles qui sont dans le besoin, que ce soit en dons ou en investissements alternatifs. Une terre où ces actions sont privilégiées est sûrement Haïti. Les provinces posent également des gestes plus spécifiques en lien avec les investissements dans les entreprises. Voici ce qui s'est passé, chez les SSA, au niveau de la responsabilité sociale des entreprises, au cours de l'année 2006-2007.



1re rangée, de gauche à droite : André Vaillancourt (Prov. Esther-Blondin), Chantal Demers (Adm. gén.), S. Rachel Agnes Bushey (trés. gén.), S. Denise Pilon (Prov. Esther-Blondin), S. Rita DeRoy (Saint Marie Prov.) S. Claire-Thérèse Alexandre (Prov. N.-D. du P.-S.). 2e rangée : Bill Boothman (Prov. Saint Joseph)

Saint Joseph Province

L'équipe de leadership de la province Saint Joseph a autorisé Bill Boothman, responsable des finances de la province, à appuyer une proposition que le Fonds Élisabeth Bergeron, des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, a déposé, en décembre dernier, auprès d'EnCana Inc. Le libellé de la proposition se lit ainsi : « *Que le Conseil d'administration adhère à l'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et contribue à sa mise en œuvre dans l'ensemble des pays où l'entreprise a des activités ou des intérêts et ce, à un coût et dans des délais raisonnables.* » (Voir site de l'ITIE pour plus de détails : <http://eitransparency.org>). La proposition n'a pas été acceptée à cause de détails techniques quant à la date du dépôt. Cependant, une conférence téléphonique a été organisée avec des hauts dirigeants de l'entreprise, des représentantes du RRSE et de Bâtirente ainsi que Bill Boothman de la province Saint Joseph. Au cours de cet échange, chacune des deux parties a pu exprimer son point de vue et discuter des enjeux soulevés par la proposition. L'entreprise n'entend pas signer l'ITIE parce qu'elle veut concentrer ses activités en Amérique du Nord et quitter les autres régions où elle opère présentement. Le projet visé était situé en Amérique du Sud..



Province Province Esther-Blondin



Sœur Denise Pilon, trésorière provinciale, a rencontré des représentantes du RRSE pour préciser, avec elles, le suivi à donner dans le dossier de Pascua Lama. À la suite de la publication, sur le site de Barrick Gold, du rapport indépendant sur les impacts environnementaux du projet, le Comité a procédé à une étude complète de ce rapport. Grâce à la collaboration de spécialistes oeuvrant principalement dans les domaines de la glaciologie, de l'hydrologie et de la géologie, le Comité a pu identifier les enjeux sur lesquels questionner l'entreprise ainsi que les suites à donner au dossier. Diane Boudreault, Lise Parent, Leatitia Tankwe (Bâtirente) et Ian Thomson (KAIROS) se sont ensuite rendus à l'assemblée d'actionnaires, à Toronto, pour questionner l'entreprise et sensibiliser ainsi d'autres actionnaires. Même si tous n'ont pu intervenir, tout n'est pas perdu. Le dialogue continue avec l'entreprise. À suivre...

Province Saint Marie

En investissant par l'entremise d'une firme spécialisée dans les investissements socialement responsables, la province Saint Marie se donne un moyen pour essayer de changer les politiques et les actions des compagnies qui exploitent les personnes appauvries, qui endommagent l'environnement, qui génèrent des conditions nuisibles pour la santé et qui violent les droits humains fondamentaux. C'est en ce sens que les gestionnaires de Boston Commun Asset Management filtrent positivement les entreprises dans lesquelles ils investissent. Deux exemples concrets pour le démontrer. Ils possèdent des actions dans:

- Reed Elsevier Gr. Plc (une entreprise publiant de l'information) qui intègre les dix principes du Global Compact liés au respect des droits humains, du travail et de l'environnement dans leur code de conduite ;
- Toyota Motor Corporation dont la technologie hybride a un impact sur l'environnement ;

De plus, Sœur Rita vote les procurations de la province pour les assemblées générales des entreprises et appuie les propositions d'actionnaires présentées par d'autres communautés religieuses.



S. Rita DeRoy
Trésorière provinciale

Administration générale



S. Rachel Agnes
Bushey
Trésorière
générale



S. Céline Dupuis
Déléguée de l'administration générale
au RRSE

L'administration générale des SSA est très active au niveau de l'actionnaire responsable. La corporation de la *Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne* travaille en étroite collaboration avec le *Regroupement pour la responsabilité sociale et l'équité* (RRSE) dont elle est membre. Conscientes qu'on peut recourir à différents moyens pour susciter une responsabilité sociale toujours plus grande auprès des entreprises, les membres de l'administration générale ont utilisé différentes corporations de la Congrégation, au niveau général, pour intervenir. Voici, un peu plus en détails, comment cette pratique s'est étalée sur l'année 2006-2007.

Décembre 2006

- Bombardier : En 2006, une proposition d'actionnaire, appuyée par la corporation de la Congrégation, a été soumise à l'assemblée annuelle de l'entreprise. Cette proposition, présentée par les Franciscains, demandait au CA de l'entreprise d'adopter une politique de respect des droits humains dans tous les pays où elle est implantée, et de rendre compte aux actionnaires des différentes étapes de la mise en place de cette politique. Un suivi est assuré à la suite de l'engagement pris alors par l'entreprise. Lettre et appels téléphoniques conduisent à une rencontre avec des membres du RRSE représentant les deux congrégations impliquées. Cette rencontre permet de faire le point sur le processus déjà enclenché par Bombardier. Puis, le conseil d'administration accepte la politique qui est présentée aux actionnaires. Plus est, un Fonds de pension de la Colombie-Britannique se donne comme objectif de s'assurer qu'elle serait bien mise en place et surtout, respectée. Travailler ensemble, voilà ce qui donne de l'impact à l'actionnariat responsable.
- Banque TD : Deux propositions d'actionnaires, déposées par le Conseil syndicat national de retraite Bâtirente et appuyées par le Fonds Esther Blondin, ont fait l'objet d'un dialogue avec cette entreprise. La première proposition a donné lieu à un échange fructueux entre Bâtirente et la Banque TD, tant et si bien que l'entreprise s'est engagée à accéder à la demande et à adhérer aux Principes de l'Équateur¹. Pour ce qui est de la seconde proposition qui demandait que soient pris en considération des critères de durabilité dans le processus de rémunération des hauts dirigeants, elle a été maintenue. Soumise au vote des actionnaires à l'assemblée annuelle de la Banque TD, le jeudi 19 mars, elle a reçu un appui de 12,8%. Les dirigeants de la Banque se sont engagés à travailler à la mise en place d'un tel processus.
- Transcontinental : Les Soeurs de Sainte-Anne présentent une autre proposition d'actionnaire, cette fois chez Transcontinental, pour demander à l'entreprise de s'engager à augmenter son offre de papier certifié FSC² (Forest Stewardship Council). La proposition est retirée à la suite de l'engagement de l'entreprise à rencontrer, dès janvier, des représentantes du RRSE et de l'actionnaire afin de discuter des solutions possibles à donner à cette demande. En avril, Transcontinental a tenu une rencontre avec les papetières, une rencontre qui devrait donner des résultats probants en regard de la certification de forêts FSC. Transcontinental, en effet, a déjà indiqué, par communiqué, qu'elle bonifierait prochainement son offre de papier FSC.

Mars 2006

- Canadian Natural Resources Ltd : La *Fondation Rêve d'Esther* a accepté d'appuyer une lettre envoyée à Canadian Natural Resources Ltd, demandant à l'entreprise de changer une décision et de publier, dans la circulaire de l'assemblée annuelle, les deux propositions présentées par *The Ethical Funds* sur les changements climatiques et sur le respect des droits humains. L'entreprise prétextait que le proposeur possédait moins de 5 % des actions de l'entreprise. Le nom de la *Fondation Rêve d'Esther* n'a pas été mentionné comme tel, mais il se trouvait inclus dans le collectif *congrégations religieuses catholiques*, actionnaires de l'entreprise.

¹ Principes (10) pour déterminer, évaluer et gérer les risques sociaux et environnementaux dans le financement des projets. Ces principes, utilisés par la Banque mondiale, sont appliqués de façon volontaire par les entreprises qui y adhèrent.

² La certification du FSC est reconnue mondialement et s'appuie sur les principes du développement durable, sur différentes conventions internationales et sur les meilleures pratiques du secteur forestier pour garantir que les modes d'exploitation de la forêt, de fabrication et de consommation de papier respectent, entre autres, les communautés locales, les Premières nations ainsi que la forêt boréale.

Mai 2006

- Barrick Gold : La *Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne* et le *Fonds Esther Blondin* ont cédé leur procuration à des membres du RRSE pour se rendre à l'assemblée annuelle des actionnaires. En leur nom, ces déléguées ont questionné des données contenues dans le rapport fourni par Barrick Gold en guise de réponse à des inquiétudes d'actionnaires qui, en 2006, avaient présenté et retiré une proposition sur le projet Pascua Lama. Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie et le Fonds Durocher, ainsi que les Sœurs de Sainte-Anne du Québec, ont également accepté que les intervenantes parlent en leur nom. Ce dossier est à suivre! Les discussions avec l'entreprise sont faites au nom des deux proposeurs de 2006, soit: Les Sœurs de Sainte-Anne du Québec et le Conseil syndical national de retraite Bâtirente.

On pourrait signaler beaucoup d'autres actions. Par exemple, il a été demandé aux gestionnaires de ne pas vendre certains titres, parce que le RRSE croyait intervenir dans des dossiers qui touchaient les entreprises en question. Dernièrement encore, il y a eu confirmation de garder un minimum d'actions dans une entreprise du Québec auprès de laquelle le RRSE voudrait intervenir. Le regroupement a également posé des questions à un gestionnaire de placements, entre autres sur le tamisage, dit éthique, des entreprises.

Tel que mentionné plus haut, ces actions sont effectuées en lien avec le RRSE. L'adhésion de la Congrégation à ce regroupement promeut la collaboration avec d'autres congrégations et/ou organisations qui défendent les mêmes valeurs. Les exemples donnés plus haut le confirment.

C'est irréfutable: la justice sociale, chez les SSA, est bien vivante et ce, à tous les niveaux. À la suite de Mère Marie-Anne, elles veulent continuer, « *ensemble, à choisir la vie pour elles et pour le monde* ».

*Bonnes vacances
remplies de soleil
et d'agréables surprises !*

Date de tombée des articles
pour le prochain numéro :
25 septembre

Pour nous joindre

Denise Caron, s.s.a.
Diane Boudreault
Téléphone : 514-637-3783, poste 216
Télécopie : 514-637-6864
Courriel : ssajust@ssacong.org